

Les systèmes passent, les murs restent. Du rôle de l'immobilier d'entreprise dans la transformation du système industriel est-allemand

Béatrice von Hirschhausen, H. Roth Sallard

▶ **To cite this version:**

Béatrice von Hirschhausen, H. Roth Sallard. Les systèmes passent, les murs restent. Du rôle de l'immobilier d'entreprise dans la transformation du système industriel est-allemand. Géocarrefour - Revue de géographie de Lyon, 2004, 78. (4/2003), pp.349-362. halshs-00534340

HAL Id: halshs-00534340
https://shs.hal.science/halshs-00534340

Submitted on 9 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les systèmes passent, les murs restent. Du rôle de l'immobilier d'entreprise dans la trajectoire du système industriel est-allemand.

Béatrice VON HIRSCHHAUSEN

Hélène ROTH

CNRS UMR 8504
"Géographie-Cités"
ENS LSH Géophile

RÉSUMÉ

L'article envisage la question de l'immobilier d'entreprise sous l'angle physique du patrimoine bâti des entreprises industrielles. Il s'appuie sur une analyse des transformations de l'industrie textile du Vogtland, en Saxe, durant les périodes socialiste et post-socialiste. De l'immobilier industriel il retient deux traits majeurs : d'une part, son caractère par définition immobile, peu interchangeable et par conséquent sa capacité à enregistrer les formes du système productif et, d'autre part, sa matérialité, et par conséquent son inertie face au changement. A travers l'immobilier, il questionne ainsi les effets des formes matérielles prises par un système productif sur sa propre évolution : leurs effets d'inertie bien sûr mais aussi leurs effets "matriciels", leur capacité à orienter les modalités du changement, ceci à l'articulation des sphères physique, économique et idéologique.

MOTS-CLÉS

Allemagne de l'Est, immobilier industriel, système productif, industrie textile, transformation post-socialiste

ABSTRACT

The paper considers the question of business real estate through the morphology of industrial buildings. It is based on the analysis of changes in the textile industry in Vogtland (Saxony) during the socialist and post-socialist eras. Attention is drawn to two main features of industrial real estate: its immobile and non-interchangeable character, and thus its ability to shape itself to the

Les paysages est-allemands sont de remarquables conservatoires d'un patrimoine immobilier industriel à la fois dense et ancien. Les cheminées de brique et les toits en zigzag rythment encore les fortes densités de Saxe et de Thuringe et dans les districts de Berlin-Est, l'architecture industrielle des grandes halles des Konzern d'avant-guerre marque de très vastes secteurs, tant sur les rives de la Spree et de ses canaux qu'en bordure des vastes emprises ferroviaires de l'agglomération. Ce bâti industriel est issu d'une histoire industrielle ancienne et prestigieuse. Qu'on se souvienne : au sud, la Thuringe et la Saxe comptent dès le XIX^{e} s. au rang des régions phares de l'industrie manufacturière européenne, caractérisées par un tissu dense d'entreprises innovantes, formant souvent "district" au sens marshallien du terme, et inscrites dans un système de peuplement dense et intégré ; au nord, Berlin s'affirme tout au long de la première moitié du XX^{e} s. comme la première métropole industrielle allemande, à partir de très grandes entreprises de renom (Siemens, Borsig, AEG pour l'équipement électrotechnique et ferroviaire, Schering pour la pharmacie, etc.). Pendant la période socialiste, la RDA continue ensuite d'affirmer sa vocation industrielle au sein du CAEM, s'institue en tout premier pôle de production manufacturière pour l'ensemble est-européen et développe même de manière volontariste de nouveaux pôles industriels dans les régions rurales du Brandebourg ou sur la côte Baltique.

Les différents moments de ce puissant dynamisme industriel ont produit un patrimoine bâti important dont la durée de vie dépasse les fonctionnalités qui leur ont donné naissance. Cette disjonction classique entre les temporalités des sphères matérielles du bâti et celles des dynamiques économiques prend dans le cas est-allemand une envergure singulière. Aux conditions d'analyse hors du commun offertes par la chute du mur s'ajoutent celles produites par la série des ruptures politiques et économiques antérieures qui ont périodiquement soumis les systèmes économiques locaux à de fortes perturbations et stratifié les héritages : crise de 1930 sinistrant le tissu industriel des années 1920, recomposition dans le contexte dirigiste du Troisième Reich et d'une économie de guerre, démontage des usines durant la période soviétique puis développement et réorganisation planifiée dans le cadre du repositionnement géopolitique de la RDA sur un territoire rétréci, nombreux sont les chocs très brutaux qui ont affecté le système productif. Mais à chaque fois, même si elle s'inscrit dans un projet de "faire du passé table rase", la recomposition doit compter avec les héritages matériels et notamment immobiliers de la période précédente. Elle ne peut ignorer les morphologies du bâti industriel qui ont épousé les formes du système industriel antérieur, dessiné sa texture et en partie "fixé" ses cohérences.

C'est à cette tension entre la morphologie du bâti industriel et la puissance des transformations de l'organisation de la production que nous nous intéressons ici. Nous n'envisageons pas la question de l'immobilier d'entreprise sous l'angle des marchés mais sous celui du patrimoine, foncier et bâti, des entreprises industrielles dans leur traversée des périodes socialiste et post-socialiste. De l'immobilier nous retenons deux traits majeurs : d'une part, son caractère par définition immobile, peu interchangeable[1], fixe et par conséquent sa capacité à enregistrer les formes du système productif et, d'autre part, sa matérialité, et par conséquent son inertie face au changement. À travers l'immobilier, nous interrogeons ainsi les effets des formes matérielles prises par le système productif sur sa propre évolution : leurs effets d'inertie bien sûr mais aussi leurs effets "matriciels", leur capacité à donner forme aux évolutions, à orienter les modalités du changement, ceci à l'articulation des sphères matérielle, économique et idéologique. Ce questionnement suppose que nous fassions ici temporairement abstraction du jeu des acteurs et de ses contingences, cherchant à dégager les tendances lourdes qui structurent le contexte de leurs actions.

Nous menons notre réflexion à partir de la situation particulière des vieilles régions manufacturières du sud (dans les monts métallifères en particulier), là où le patrimoine bâti est à la fois le plus ancien et le plus omniprésent. Et nous le faisons successivement à partir de deux moments historiques qui ont projeté la question de la propriété de l'immobilier - *via* celle de la propriété des moyens de production- au cœur des enjeux idéologiques et économiques : durant les décennies socialistes où il s'agissait de nationaliser et de concentrer toujours plus la production et après 1990 où il s'est agi au contraire de privatiser et de miser sur la multiplicité des acteurs économiques.

CONCENTRATION DES COMBINATS ET DISPERSION DU PARC IMMOBILIER DURANT LA PÉRIODE SOCIALISTE

Le conservatisme des formes

La période socialiste, inaugurée en 1945 par l'occupation soviétique puis institutionnalisé en 1949 avec la création de la RDA, voit la mise en place d'un système industriel qui se veut calqué sur le modèle soviétique des "trust" mis en place et calibré en URSS dans les années 1930. Il s'agit de nationaliser l'ensemble de l'appareil industriel et de le remodeler au sein de vastes entités, caractérisées par le regroupement de plusieurs unités de production d'une filière. Chacune de ces entités est responsable devant le Plan au sein du

Ministère de branche. Elle intègre en outre toute une gamme de fonctions sociales qui vont du logement de ses travailleurs, aux services de loisirs et vacances et à la formation ou aux services médicaux, en passant par l'approvisionnement alimentaire. En RDA comme dans l'ensemble est-européen, se diffuse ce modèle à partir des grandes entreprises nationalisées auxquelles on agrège un nombre croissant d'entreprises de tailles plus modestes, selon une logique d'intégration verticale et horizontale de l'ensemble des filières. Des premières VEB (Volkseigene Betriebe, les "entreprises bien du peuple") issues de la confiscation des usines des entrepreneurs partis à l'ouest, aux énormes combinats de branche de la fin des années 1980, la concentration de l'organisation procède ainsi tout au long de la période par agrégation (Brus, 1986).

Dans les vieilles régions manufacturières, cette concentration organisationnelle ne se traduit pas toutefois par une concentration de la production. A l'activisme de la politique d'intégration croissante des organisations répond même un étonnant conservatisme des formes. Dans les secteurs manufacturiers notamment on observe une très forte dispersion des lieux de production, toujours installés dans leurs bâtiments d'avant-guerre vieillissants ; l'État se retrouve ainsi, à partir du milieu des années 1970, à la tête d'un gigantesque parc immobilier, géré par les combinats, mais extrêmement dispersé et hétérogène.

L'immobilisme joue de deux manières. Il y a, d'une part, immobilisation de la morphologie très dispersée du tissu industriel hérité des périodes précédentes et, d'autre part, vieillissement de ce parc immobilier. Ainsi, en fin de période socialiste, la RDA ne compte quasiment pas de friche industrielle mais le parc existant est vétuste.

La tête de Janus du système productif : l'exemple du textile Vogtlandais

L'exemple de l'industrie textile du Vogtland illustre bien cet état de fait. Située au sud-ouest de la Saxe, au pied des Monts métallifères, cette région est marquée dans ses paysages urbains et ruraux par une activité industrielle ancienne : la broderie. Cette industrie, établie dans la région au XIXème siècle se caractérisait encore en 1989, en dépit du puissant mouvement de concentration au sein de gigantesques combinats de branche, par la très grande hétérogénéité des unités de production : de la belle manufacture en ville au petit atelier au fond des jardins villageois, du bâtiment "bien du peuple" à celui resté privé pendant toute la période socialiste, le cadre immobilier de cette industrie restait conforme à celui d'avant-guerre, à une époque où le système productif était caractérisé par une multitude d'acteurs économiques. Il y avait alors des liens d'interdépendance étroits entre quelques grandes entreprises manufacturières situées dans les villes -notamment dans le chef-lieu Plauen (70 000 habitants), des entreprises familiales et une nuée de façonniers ruraux travaillant pour des donneurs d'ordre ou négociants.

Pour comprendre cette situation paradoxale, il convient de revenir sur sa genèse. Dans l'immédiat après-guerre et au tout début de l'histoire de la RDA, la priorité va à la relance et à la réorganisation socialiste de la production. Il faut parer au plus pressé, remettre en fonction les capacités existantes en mobilisant les savoir-faire et les outils de production. Dans le contexte de pauvreté de l'après-guerre, il ne peut être question de refondre l'ensemble du système productif, de construire de grandes fabriques conformes au modèle soviétique, d'autant moins dans cette région trop proche du Rideau de fer et dans cette branche qui n'a rien de prioritaire pour le régime. On s'attache en revanche au régime de la propriété et le pouvoir s'emploie systématiquement à nationaliser les entreprises les plus importantes et à réorganiser la coordination entre les établissements, sur une base planifiée, et par concentration organisationnelle.

Ainsi, l'entreprise "bien du peuple", la VEB "Dentelles de Plauen" ("Plauener Spitze") créée en 1946 à partir de la nationalisation d'une manufacture de Plauen, absorbe en 1953 onze établissements nationalisés qui correspondaient à autant d'entreprises privées auparavant[2]. Une vingtaine d'autres établissements sont regroupés en 1956 au sein de la VEB "Dentelles du Vogtland" ("Vogtland Spitze") à qui les anciens patrons ont vendu leurs machines et/ou loué leurs ateliers. Parallèlement, afin de court-circuiter le rôle des négociants, les autorités incitent les façonniers, par des avantages fiscaux, à se regrouper au sein de coopératives de production artisanale (PGH). Cette démarche fixe la dispersion de la broderie entre des dizaines de petits ateliers de broderies, installés dans les campagnes : les membres des coopératives restent propriétaires de leurs machines comme de leurs ateliers et poursuivent ainsi leur activité "dans leurs murs"[3]. Cinq coopératives sont ainsi créées entre 1955 et 1958, comme par exemple la coopérative "Dentelles d'or" ("Goldspitze") fondée par 25 brodeurs du village de Rebesgrün, auxquels se joignirent 152 nouveaux membres en 1960. Une nouvelle étape est franchie en 1970, quand cette coopérative, comme les 4 autres, est nationalisée et transformée en entreprise "bien du peuple", la VEB "Dentelles d'or". Mais parce que la propriété des ateliers était indissociable de la propriété individuelle des domiciles (broderie au rez-de-chaussée ou au fond du jardin), ces nationalisations ne concernaient que les machines. La concentration et la prise de contrôle ne concernent donc que l'organigramme de la production mais

productive system; and its materiality, and thus its inertia when faced with change. Through the study of business real estate, the paper questions the effects of the physical form of a productive system on its own evolution: the effects of inertia, but also 'matrix' effects and their ability to guide the nature of change, notably at the interface between the morphological, economic and ideological spheres.

KEY-WORDS
Eastern Germany, industrial real estate, productive system, textile industry, post-socialist change.

1 - C'est particulièrement vrai de l'immobilier industriel. Si l'immobilier de bureau est relativement ubiquiste (des mètres carré de bureau sont relativement interchangeables, ils peuvent abriter successivement des activités très variées et une même activité peut se délocaliser à des coûts relativement faibles), l'immobilier industriel en revanche connaît de forte rigidités.

2 - Ainsi la manufacture de la Falgard (cf. photo 3), située dans la petite ville de Falkenstein et spécialisée dans la production de rideaux fut nationalisée en 1946, après que le propriétaire, et chef d'entreprise, passa en zone américaine devant l'arrivée des troupes soviétiques d'occupation.

3 - Ceux-ci étaient d'ailleurs parfois situés au rez-de-chaussée ou à la cave de leurs domiciles (cf. photo 1).

ne touche pas à la morphologie du système productif. La forte dispersion du parc immobilier demeure.

La grande vague de nationalisations de 1972, au début de l'ère Honnecker, ne remet pas davantage en cause cette situation. Elle nationalise la totalité des entreprises restées privées ou semi-publiques et les oblige à intégrer une VEB[4]. Toutes les VEB sont à leur tour regroupées : ainsi la VEB "Dentelles de Plauen" (Plauener Spitze) absorbe la VEB "Dentelles du Vogtland" (Vogtland Spitze) et comprend désormais 489 unités de productions réparties dans 83 localités (fig. 1). Elle prend en outre la tête du groupement de production "broderies et dentelles", formé de 27 VEB également hétérogènes. Encore une fois, la concentration spatiale de la production ne semble pas avoir fait l'objet d'efforts particuliers de la part des autorités ; en dépit de ce mouvement de concentration organisationnelle, la dispersion des établissements persiste à l'identique.

Cette logique se vérifie encore une fois en 1976, au moment où est parachevé le processus de concentration avec l'intégration du groupement de production broderie et dentelles que contrôle la VEB "Dentelles du Vogtland" (Vogtland Spitze), avec 4 autres domaines de production (d'architecture organisationnelle analogue) au sein de l'énorme Kombinat Deko Plauen. Celui-ci coordonne la production de dizaines d'entreprises d'Etat (VEB) travaillant à partir de lieux de production innombrables et employant en tout environ 38 000 personnes ; l'activité est dispersée entre des centaines de bâtiments, de dimensions très variables, nationalisés ou non, et datant pour l'essentiel d'avant-guerre.

Cette situation paradoxale n'est pas le propre du textile vogtlandais. Partout en RDA et dans presque tous les secteurs de l'industrie manufacturière hérités des périodes antérieures, on observe cette même logique à double face : concentration maximale en termes juridiques et gestionnaires d'un côté, dispersion et hétérogénéité du système productif de l'autre. Comme si le régime avait dû se contenter d'une concentration en trompe-l'œil, avant tout scripturaire, mais sans cesse démentie sur le terrain par une dispersion extrême de la production. Si les idéologues du régime pouvaient y trouver matière à leur rhétorique du gigantisme et argumenter sur les économies d'échelles, les chefs de combinat ou de VEB savaient, quant à eux, qu'il leur fallait, pour faire fonctionner leur appareil de production, négocier sans répit les fonctionnements internes entre des unités très éclatées et hétérogènes. En quarante ans d'un régime qui entendait "faire du passé table rase", le régime de la propriété avait été bouleversé, le passage du marché au plan avait modifié l'ensemble de la coordination du système productif, une génération d'homme avait passé et les produits même s'étaient transformés mais ces révolutions s'étaient produites à l'intérieur d'un cadre immobilier hérité presque statique[5].

Simple affaire de contenant sans incidence sur les contenus ? Notre hypothèse est que les formes matérielles de ce système productif méritent au contraire l'attention : leur statisme paradoxal demande explication, et l'on est en droit de questionner leurs effets sur l'évolution du système même.

LA FORCE DES FORMES

L'inertie de la sphère matérielle

L'inertie de la sphère matérielle à l'égard des sphères idéelles, ou même sociales et économiques est un phénomène classique et reconnu, notamment en géographie où l'on a pu montrer les résistances des transcriptions spatiales des systèmes productifs à leur transformation. Cela est particulièrement vrai du secteur industriel, efficace producteur d'espace par sa capacité à mobiliser des investissements massifs et par ses besoins matériels en équipement, réseau de transports, bâtiments, dont l'amortissement se fait sur des périodes longues. Et même une fois obsolètes et abandonnées, les formes matérielles produites, pour disparaître, nécessitent un temps long (elles subsistent alors durablement sous forme de friche) ou des programmes très coûteux de réhabilitation paysagère. Les régions européennes de la première révolution industrielle notamment sont ainsi encombrées de formes bâties hors d'usage qui pèsent sur l'amorce de nouvelles dynamiques ; elles ont fait l'objet de l'attention des analyses qui ont montré le fort impact de ces écritures matérielles tant sur les paysages que, par effet de rebond, sur les images de marque régionales (Baudelle, 1990 ; Kohler, 2000). Les analogies avec la mémoire ou avec un palimpseste sont ainsi fréquemment mobilisées en matière de géographie industrielle ; dans ce domaine, les héritages matériels des différentes phases du développement participent fortement à la manifestation plus ou moins réactualisée du passé, dans les configurations postérieures.

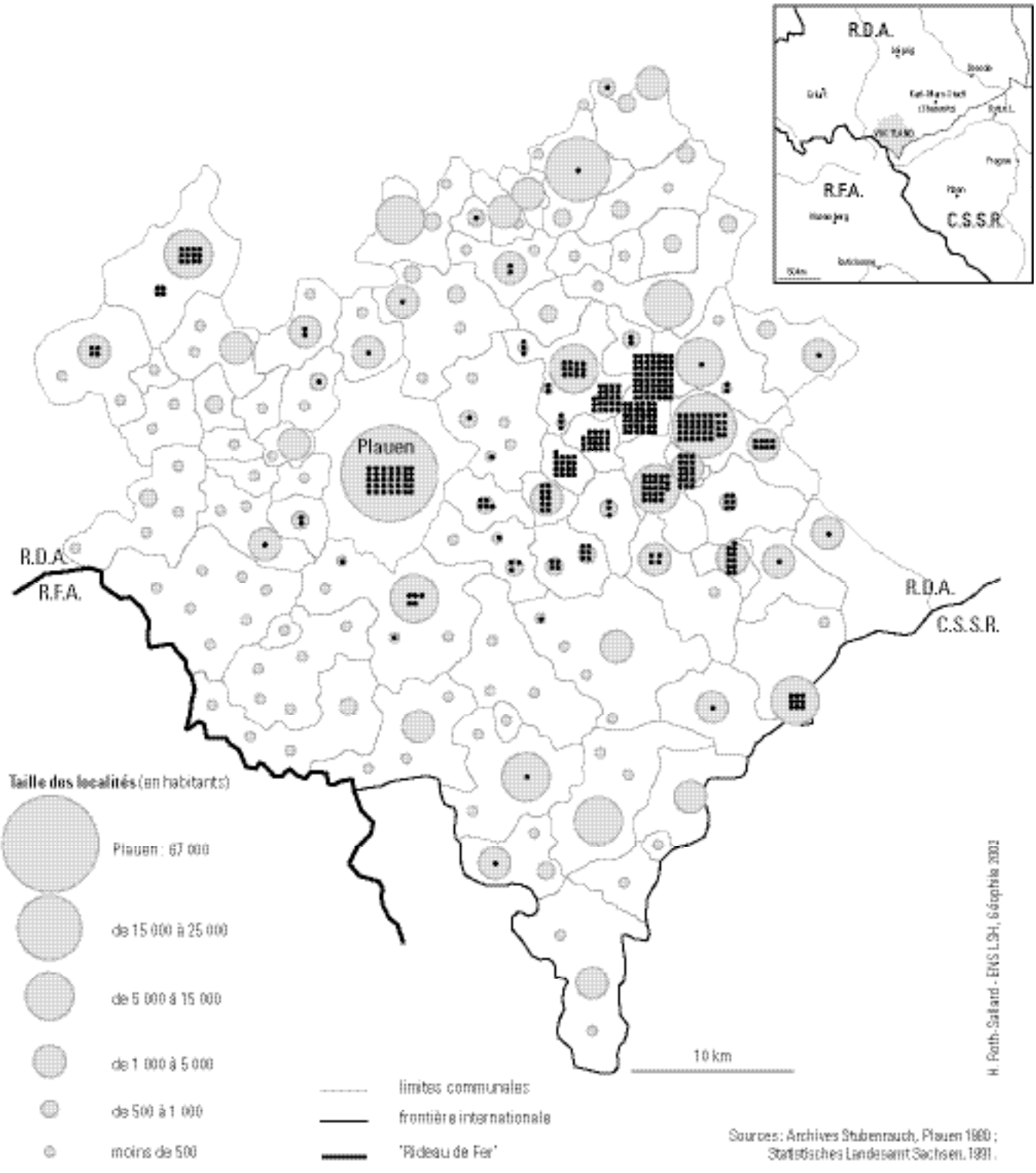
Sans aucun doute cet effet inertiel a joué à plein dans le cas industriel est-allemand, surtout dans le contexte de pauvreté relative et d'impuissance bureaucratique qui était celui de la RDA. La capacité à mobiliser les énergies nécessaires à une réécriture d'un espace productif conforme à son projet faisait défaut. C'est particulièrement vrai de l'après-guerre et des années cinquante.

Arrêtons-nous un instant sur ce moment critique de refondation. Le contexte est, contrairement à ce que l'on pourrait croire, défavorable à un remodelage radical. Certes tout est à reconstruire

4 - Ces entreprises sont nationalisées et intégrées aux entreprises d'Etat (VEB) issues de la transformation juridique des coopératives, mais selon leur taille, le sort de l'immobilier diverge : les bâtiments construits par les coopératives sont nationalisés, les bâtiments privés les plus importants également, alors que les ateliers de taille plus modeste restent dans les mains des propriétaires privés. Les machines qu'ils abritaient furent, elles, nationalisées. Précisons enfin que les plus petits ateliers, ceux abritant au plus deux machines, purent pour certains rester groupés au sein de coopératives, qui perdurèrent sous cette forme jusqu'en 1989.

5 - Quand il y eut construction de nouveaux bâtiments, il s'agit pour l'essentiel de bureaux destinés à l'administration des VEB et combinats.

Figure 1 : Les broderies du Vogtland saxon, la dispersion des bâtiments de produciton du secteur "Dentelles" du combinat Deko Plauen, en 1980



mais les marges de manœuvre des décideurs sont étroites. Au milieu des ruines, la priorité va à la remise en état de l'appareil productif. Les capitaux manquent et le régime n'a certes pas les moyens de son projet de *tabula rasa*. On remet donc en état les bâtiments, on n'en reconstruit pas (ou peu) de nouveaux. Manquent aussi et surtout les compétences managériales. Les recherches d'histoire de ces dernières années ont notamment montré les effets décisifs de la migration des élites vers l'ouest sur le devenir de la RDA. Face à la fuite des entrepreneurs, le régime doit composer. Michèle Dupré dans son travail sur les PMI de Saxe (Dupré, 1996, 1997), montre ainsi qu'après la première période très agressive de nationalisation qui fait passer, dès 1947, 57% du produit industriel brut aux mains des entreprises sous contrôle étatique ou soviétique, le régime doit revenir sur son intransigeance initiale et cherche à gagner la confiance des petits entrepreneurs. Il cesse de les stigmatiser comme "criminels de guerre" et met fin aux séquestres. Aussi en 1951, 30 % de la production industrielle sont-ils encore assurés par des entreprises privées (35% dans le textile).

Le maintien, pour les besoins tactiques d'un moment politique, de ce tissu dense de PMI et de leurs centaines d'ateliers dispersés dans les districts du sud a eu des effets durables. Dans un premier temps, il a gelé toute modernisation de ces petites entreprises : impossible pour elles d'envisager toute délocalisation, toute modernisation ou tout élargissement de leur espace immobilier. Assujetties au Plan, privées de liquidités, elles ont adopté une posture de survie. La morphologie de cet appareil industriel s'en est trouvée figée. Quand ensuite, à partir de 1972, le pouvoir les a nationalisées et intégrées aux VEB et aux combinats, la période de croissance des années soixante qui avait pu permettre des investissements industriels dans les manufactures les plus importantes était passée ; l'appareil productif devait désormais tourner avec l'existant. Dans un contexte où l'investissement est rare (notamment dans des secteurs manufacturiers notoirement non prioritaires) l'arbitrage dans l'affectation des crédits ne va pas au bâti. Le parc immobilier, hétérogène, dispersé, souvent obsolète, a donc continué de vieillir et l'industrie a continué de fonctionner dans ce cadre matériel figé.

La conjonction des temporalités politiques et économiques a ainsi probablement fortement limité les marges de liberté du système socialiste et sa capacité à remodeler l'appareil productif selon ses canons. Le volontarisme socialiste a ici touché ses limites et dû prendre la mesure de son impuissance. S'est vérifiée l'inertie du monde matériel qui oblige tout système politique et économique, fût-il le plus volontaire, à compter avec les morphologies spatiales reçues des périodes précédentes.

Les logiques d'autoreproduction d'un système spatialisé

Les analyses qui, depuis une douzaine d'années, se sont données de décrypter les logiques internes du système socialiste invitent en outre à mettre en œuvre explications d'un autre type, plus complexes, plus systémiques, et qui prennent en compte les fonctionnements réels de ce système.

Au niveau supérieur des combinats et de l'organisation nationale du système productif, les logiques tendent à figer l'existant. Dans le système socialiste, le combinat n'est en effet pas seulement un lieu de production, il est aussi un lieu de redistribution sociale et d'encadrement politique, au titre de l'objectif de création de valeur sociale que le régime lui a assigné. Il est polyfonctionnel[6]. Cela le place au cœur d'un syllogisme très conservatoire des localisations industrielles : tout combinat, de par les postes de travail et l'accès aux services sociaux qu'il procure, crée de la valeur sociale pour ses membres ; donc tout combinat remplit son objectif ; tout combinat a donc sa raison d'être, indépendamment de critères de rentabilité économique. Les recherches sur les blocages et incohérences de la modernisation dans l'industrie sidérurgique en RDA dans les années 1970 et 1980 (Hirschausen, 1996) montrent que ce syllogisme empêche tout arbitrage entre les différents sites de production. Il bloque une rationalisation de la division interne du travail entre les différentes composantes du système productif. Même obsolète, une localisation industrielle perdure. Les rééquilibrages ou les recompositions ne peuvent procéder que par nouvelle création mais pas par fermeture. Il s'ensuit une autoreproduction sur place des lieux de production, le plus souvent à l'intérieur des mêmes murs. Cette concordance entre l'existence physique d'un site productif et sa propre raison d'être entraîne un fort immobilisme de la géographie industrielle jusqu'à des niveaux fins de la hiérarchie.

Au niveau du fonctionnement interne des combinats, d'autres types de mécanismes sont en jeu. Le mode de régulation pénurique, tel qu'il a été formalisé, à partir des travaux de Jànos Kornai (1992) pour décrire les économies socialistes[7], donne probablement une seconde clé de compréhension du maintien paradoxal, en RDA, de systèmes productifs très dispersés de l'avant-guerre. Ce régime pénurique contraint fortement les combinats et les induit à adopter une logique autarcique, limitant au minimum les recours à l'extérieur et diversifiant au maximum une production interne dont ils ont le contrôle. Cela les conduit à préserver, voire à augmenter, leur hétérogénéité, internalisant sans cesse des

6 - La notion de "combinat polyfonctionnel" (Hirschausen, 1996, p. 8) permet de décrire cette réalité, qui associe étroitement les fonctions étatiques (politiques, idéologiques, sociales) aux fonctions productives, en raison de son objectif premier de création de "valeur sociale". C'est un lieu stratégique du système socialiste, et c'est en son centre que doivent être prises et matérialisées les décisions de production et leur distribution selon les besoins en fonction du critère d'utilité sociale que le système socialiste entendait substituer au marché.

7 - Selon cette analyse, l'incapacité du régime à augmenter l'efficacité des entreprises est à mettre au compte de la "mollesse" du contrôle budgétaire (*soft budget contraint*). Les modalités de la coordination centralement planifiée mettent les entreprises étatiques à l'abri des sanctions du marché et font dépendre leur survie et leur croissance non pas de leur efficience économique mais de leur relation à la bureaucratie d'État. Cette forme de coordination entre les acteurs débouche sur une "économie de pénurie" qui touche l'ensemble du système, de manière plus ou moins aiguë.

activités situées en dehors de leur spécialité de branche, pour les produits ou services dont ils ont besoin. L'élargissement de leur gamme d'activités leur permet de bricoler des solutions internes de substitution et de parer ainsi aux déficiences de la coordination étatique[8]. Contrairement aux dogmes proclamés au sommet de l'État, la logique des fonctionnements productifs ne favorise donc pas une rationalisation par concentration de l'outil productif des combinats mais bien plutôt un mouvement de déspécialisation croissante (Pirker *et al.*, 1995, Labrousse, 2003). Dans les cas où le mouvement de "combinatisation" des années 1970 est intervenu dans un tissu dense de PMI, la dispersion des ateliers de production, qui n'était pas sans affinités avec cette logique, s'est auto-entretenue.

De ces deux séries de facteurs résultent la morphologie spécifique de l'industrie manufacturière des districts de Saxe et de Thuringe pendant la période socialiste. En s'inspirant des travaux de Frank Auriac (Auriac, 1983) à la fin des années 1970 sur les capacités systémiques d'autoreproduction du système viticole languedocien, on peut émettre l'hypothèse que les combinats ont joué un rôle intégrateur clé de ces systèmes productifs dispersés et "anachroniques" au regard du schéma socialiste, permettant ainsi leur autoreproduction dans leur dimension la plus matérielle[9]. A l'articulation entre la macro-hiérarchie des ministères de branche et les micro-hiérarchies des VEB, le niveau du combinat s'est trouvé en position de devoir assumer et résoudre les contradictions internes du système. Dans le cas de l'industrie manufacturière qui reprenait l'héritage d'industries diffuses, il a probablement permis d'intégrer et de maintenir dans leurs murs de petites et très petites entreprises pourtant en contradiction flagrante avec les intentions politiques du pouvoir central. Nous nous arrêterons ici dans l'étude des logiques systémiques d'autoreproduction des formes et nous nous contentons de poser cette hypothèse sans pouvoir mener plus loin l'analyse en des termes systématiques et rigoureux.

La morphologie et la substance

Le titre est ambitieux mais le propos restera modeste[10] : il s'agit simplement de relever le lien, patent dans le cas précis de l'industrie manufacturière du sud de la RDA, entre les formes de ce tissu industriel dispersé dans une multitude de bâtiments et le caractère des productions qui y sont développées. En effet, les difficultés organisationnelles que représentait une telle dispersion (en terme de gestion, de livraison des matières premières ou de pièces détachées, de ventilation des produits semi-finis vers d'autres établissements, etc.), l'hétérogénéité des outils de production et les contraintes techniques auxquelles cette dispersion était associée, ont empêché la massification et l'homogénéisation de la production, dans les secteurs concernés. Cette dispersion a ainsi dégagé pour les acteurs une marge d'autonomie et de créativité à l'abri des volontés de standardisation venues du haut de la hiérarchie.

Dans le cas de la broderie vogtlandaise, la dispersion de la production dans des bâtiments de tailles et d'origines très disparates est allée de pair avec la préservation d'un équipement ancien et hétérogène. Au sein-même d'une VEB, les types de machines héritées de l'avant-guerre variaient selon les établissements ; les unes brodaient tel ou tel type de tissus, faisaient tel ou tel type de broderie ou de dentelle. Plus variés encore étaient les savoir-faire au sein des différents établissements : broderie à la machine, à la main, ajourages, confection (finale) de rideaux, de vêtements, etc. Cette diversité a ainsi préservé les logiques artisanales et a aiguillé le secteur sur une gamme de produits de qualité, plus ciblés, et adaptés à l'exportation sur le marché ouest-allemand pour lequel ces petites unités pouvaient parfois travailler sur commande, à l'écart des ordres du plan. Quand, ponctuellement, il y a eu développement de grands ateliers de plusieurs milliers d'ouvriers par agrandissements successifs d'usines d'avant-guerre, cela a permis une réorganisation du travail plus conforme aux canons du régime et débouché sur des types de produits d'une toute autre facture. La variété de la palette de produits proposée dans les différentes VEB du groupement de production "dentelles du Vogtland" contrastait ainsi fortement avec la production en masse de rideaux dans une usine comme celle de la VEB Falgard. Cette variété n'aurait pas pu se maintenir si l'ensemble de la production avait été concentrée, et elle aurait cédé sous la pression de l'homogénéisation des machines et de la standardisation du travail. En entretenant la diversité des produits, la morphologie particulière du tissu industriel de la broderie vogtlandaise avait ainsi permis de conserver des savoir-faire traditionnels et une souplesse commerciale relative, peu commune en RDA.

Les formes très matérielles prises par l'activité productive, jusque dans leur dimension immobilière, sont ainsi rentrées en résistance avec le modèle socialiste de concentration et de standardisation de la production. Dans le cas des industries manufacturières de Saxe et de Thuringe, la "coquille" des bâtiments a non seulement perduré quasiment à l'identique, mais elle a aiguillé l'évolution du système productif sur une trajectoire originale, peu conforme au projet du régime. Loin de l'idée de *tabula rasa*, on rencontre au contraire, tout au long de la période socialiste, une forte intrication des héritages matériels morphologiques avec les dimensions économiques, sociales, idéologiques des évolu-

8 - Cf. : l'entretien de R. Lepsius avec le directeur général de Zeiss-Jena, le Dr Wolfgang Biermann, en septembre 1993 : "Man mußte ein König der Improvisation sein" ["Il fallait être un roi de l'improvisation"] *in* Pirker *et al.*, 1995.

9 - Frank Auriac décrit les coopératives viticoles du Languedoc comme les "holons", vecteurs de la spatialisation du système et de son autoreproduction en dépit d'un contexte national très défavorable

10 - Il est toutefois à articuler à un propos d'ambition plus générale portant sur la nature de l'espace et sur les effets des morphologies spatiales sur la nature même des faits économiques et sociaux (cf. BERQUE, 2000 à propos du *Topos* et de la *Chora* ; et LEVY, 2000, p. 143 à propos de l'espace selon Leibniz).

tions. On peut essayer de décortiquer cette même intrication des formes matérielles dans les trajectoires d'évolutions de la période post-socialiste.

L'HÉRITAGE, MATRICE DE LA TRANSFORMATION POST-SOCIALISTE

Par un jeu de symétrie avec la période socialiste, les acteurs-clé de la réunification (responsables politiques, banques et institutions internationales) identifient, dès la chute du mur, le transfert de propriété comme enjeu principal du changement de système : pour passer d'une économie étatisée et centralement planifiée à une économie de marché, il faut d'abord privatiser. La Treuhandanstalt, société fiduciaire en charge des privatisations, doit mettre en œuvre cette "transition" pour l'ensemble du secteur productif. Pour des raisons à la fois politiques et tactiques, on renonce à l'organiser par branches (ce qui aurait sans doute pu permettre un traitement plus cohérent et systémique des filières) et on opte pour une privatisation unité de production par unité de production en démantelant, sans plus de procès, l'architecture des combinats (Labrousse, 2003). Dans les vieilles régions industrielles, la transmission en l'état du patrimoine bâti et le fonctionnement de la production dans des conditions assez similaires à celles d'avant guerre (mêmes bâtiments, mêmes machines, mêmes effectifs employés) valident encore davantage l'idée d'une réversibilité des processus par restitution de la propriété et retour à une coordination marchande entre les unités. L'immobilier des entreprises d'État se trouve donc pris, avec l'ensemble de l'appareil de production, dans un gigantesque jeu de Monopoly, portant sur plus de 12 354 entreprises[11] qui emploient plus de 4 millions de personnes (soit 40% des actifs de l'ex-RDA). Le volume immobilier concerné est énorme : 124 000 "objets immobiliers" sont en jeu dont plus du quart sont des bâtiments d'entreprise[12]. Ce démembrement des combinats par unités de production confère à leur morphologie une importance cruciale, ceci à deux moments du processus de transformation post-socialiste. Au départ, la taille des établissements et le régime de propriété des bâtiments jouent sur les modalités de leur privatisation. Ensuite, ces caractères initiaux conditionnent largement la capacité des entreprises ainsi individualisées à prendre place dans le nouveau contexte. Nous abordons ces deux moments successivement.

Types d'établissements et modalités des privatisations

Nous avons vu que, pour des raisons tant idéologiques que tactiques, le régime socialiste avait accordé à la taille des entreprises privées des traitements juridiques très différents : en simplifiant, plus les entreprises étaient grandes, plus leur nationalisation avaient été précoce et radicale ; inversement plus elles étaient artisanales et petites, plus leur nationalisation et leur intégration dans la hiérarchie des combinats avaient été tardives et incomplètes. Rappelons que pour une partie importante des petits ateliers, l'immobilier restait aux mains de leurs anciens patrons. Ce calage des modalités et de la chronologie des nationalisations socialistes sur les calibres des entreprises s'est trouvé mécaniquement reporté sur le processus de privatisation post-socialiste. Pour les petits ateliers, les procédures de restitution ont échappé le plus souvent à la lourde machinerie bureaucratique de la Treuhandanstalt : les anciens entrepreneurs vivaient encore sur place et travaillaient dans le secteur, ils détenaient encore parfois les murs de l'établissement, leur pratiques d'entrepreneurs, vieilles seulement d'une quinzaine d'années, ne demandaient qu'à être à nouveau mobilisées. A l'inverse, les grandes manufactures nationalisées dans la foulée des premières vagues de séquestration, appelaient des procédures beaucoup plus lourdes : leurs anciens patrons étaient le plus souvent passés à l'ouest dès la fin des années 1940, le temps d'une génération avait passé, les procédures de privatisation ou de restitution ont été complexes et lentes.

A ce filtre juridique, est venu s'ajouter un filtre socio-économique. Quels que soient les types de privatisation retenus, la taille des établissements a déterminé pour une part le profil socio-économique et l'origine des repreneurs. Pour les ateliers et usines de petite dimension, les procédures de restitution ou de revente aux salariés en *Management-buy-out* étaient accessibles aux acteurs locaux, fins connaisseurs des ressources humaines locales mais sans expérience du nouvel environnement institutionnel et économique et souvent sans véritable capacité d'investissement. Dans un contexte où le capital est rare (ces acteurs ne disposent pas de réserves propres et le crédit leur est très difficilement accessible) la prise ou la reprise de contrôle du patrimoine immobilier et mobilier constitue le point de départ obligatoire de tout projet d'installation indépendante. Dans le cas des unités de production de très grande dimension, il fallait en revanche trouver des repreneurs de plus grande envergure. Ces derniers étaient rares sur place et ont été recrutés le plus souvent parmi les investisseurs occidentaux du secteur concerné. La problématique se présentait pour eux en des termes différents : capter les savoir-faire et les aides d'État ou récupérer les marchés passait pour eux moins par le patrimoine matériel que par le rachat des marques et la définition de politiques de l'emploi adaptées.

11 - Au premier juillet 1990, la Treuhandanstalt débute son activité avec 8000 entreprises. Mais la logique de démontage des combinats qui prévaut conduit à une segmentation croissante des unités jusqu'au niveau élémentaire des unités de production. Les 8 000 entreprises sont rapidement décomposées en 12 000 unités qui seront encore pour partie subdivisées. Dans le bilan qu'elle dresse à la fin sa période d'activité, en 1994, la Treuhandhanstalt se prévaut d'avoir privatisé, reprivatisé ou liquidé plus de 14 500 unités. Par son énormité, cette privatisation laisse loin derrière elle toutes les privatisations connues jusqu'alors dans le monde capitaliste.

12 - Le contingent restant est constitué pour l'essentiel par les dizaines de milliers d'appartements que détenaient les combinats pour leur personnel. Le bilan dressé en 1994 au terme de la période d'activité de la Treuhandanstalt fait état de 36 800 "objets immobiliers" privatisés.

De cette palette de procédures de transformation juridique sortent des entreprises qui, si elles sont toutes bien issues du même démembrement des combinats, partent de configurations managériales très différenciées. Nos observations vont ainsi dans le sens de celle de G. Grabher (1996), qui a exploré les trajectoires de 24 entreprises brandebourgeoises dans la première moitié des années 1990, et qui avait montré que les conditions initiales des entreprises fin 1989 - intensité des facteurs de production, position sur le marché, profil fonctionnel et insertion régionale - ont eu une influence plus ou moins forte non seulement sur les stratégies de privatisation et de relance mais aussi, par la suite, sur les réajustements de ces stratégies d'entreprises.

Configurations de départ et trajectoires d'évolutions

Le suivi des entreprises issues de ce mouvement de privatisation montre que les trajectoires postérieures sont fortement guidées par ces éléments de départ.

Ce propos va dans le sens d'une série de travaux qui ont mis en évidence la pertinence de la notion de dépendance du chemin dans l'analyse des trajectoires d'évolutions post-socialiste. En s'appuyant sur une comparaison des types de privatisation dans quatre pays de l'Est[13], Stark et Bruszt ont montré comment les conditions initiales et les stratégies de privatisation retenues dans la toute première phase de la transformation avaient durablement orienté les trajectoires ultérieures de ces pays post-socialistes et leur forte différenciation, alors que ces pays présentaient a priori des similitudes dans l'organisation planifiée de leurs économies puis dans le choix de la privatisation comme moyen d'accéder à une économie de marché (Stark, Bruszt, 1998).

Si les transformations de la broderie vogtlandaise résultent aussi d'un faisceau d'éléments macroéconomiques (concurrence des pays est-européens et surtout asiatiques, évolution de la consommation, etc.), son exemple permet ici de montrer plus précisément en quoi la morphologie du système productif a pu influencer tant les rythmes et les modalités du processus de privatisation que les trajectoires postérieures de transformation. Ainsi le démantèlement du Kombinat Deko Plauen s'est décliné en trois cas de figure, selon la taille et le statut juridique des établissements.

Les petits ateliers (photo 1), dont seules les machines avaient été nationalisées alors que les bâtiments étaient restés propriété privée pendant toute la période socialiste, ne passent pas sous la coupe de la Treuhandanstalt ; les machines sont privatisées très rapidement et à un prix symbolique commandé par leur vétusté. Environ un tiers des patrons de petits ateliers s'est engagé dans cette voie, celle de la reprise d'une activité familiale sur la simple base d'un patrimoine et d'un savoir-faire hérités[14]. Dans ce cas, la reprise sur un mode privé de ces micro-entreprises a donc été, dans un premier temps, grandement facilitée et accélérée par la question de la propriété. Faute d'accès direct au marché et de compétences (autres que techniques), les petits brodeurs reprennent leur activité comme façonniers, sur des commandes passées par certains des ex-dirigeants de l'ancien combinat, qui s'improvisent donneurs d'ordre selon le schéma d'avant guerre. Le système négociants-façonniers s'est ainsi remis très rapidement en place. Cette renaissance a toutefois fait long feu. Dépendants à l'égard de leurs donneurs d'ordre et dépourvus de capitaux, les façonniers étaient trop fragiles face à la concurrence des petites entreprises régionales qui ont pu moderniser leur équipement et face aussi à la concurrence des brodeurs de République Tchèque, situés à quelques dizaines de kilomètres seulement. Depuis 1994, ils ferment les uns après les autres et ce système s'éteint progressivement.

Les ateliers moyens, voire les petites usines, nationalisés en 1972, (photo 2) sont passés dans un premier temps sous la gestion de la Treuhandanstalt. Les demandes de restitution, déposées par les anciens propriétaires, ont ensuite très rapidement abouti ; pour la plupart d'entre elles, les rapports de propriété étaient aisément identifiables et les restitutions se sont opérées dès 1991. Parce que la plupart de ces anciens patrons (ou de leurs descendants directs) qui demandaient la restitution avaient, après la nationalisation, fait carrière à des postes de responsabilité au sein des combinats, ils ont pu trouver plus aisément que les petits façonniers un accès au marché. Si toutes ces entreprises n'ont pas résisté, c'est toutefois de ce groupe qu'est issue la plupart des 70 entreprises de production de broderie qui subsistent aujourd'hui dans le Vogtland. Toutes (à une exception près) sont restées sur leur site initial de production et dans leurs murs, préférant investir leur faible capital dans des machines informatisées que dans la construction de nouveaux établissements.

Trois exemples de bâtiments de production textile dans le Vogtland saxon

Un petit atelier dans le village d'Oberlauterbach (photo 1).
En 1914, M. Ernst installe une brodeuse manuelle dans un atelier construit à cet effet au fond de son jardin ; il travaille à façon, avec sa femme, pour un négociant de Plauen. En 1936, son fils lui succède et installe quatre machines automatiques dans l'atelier agrandi. La petite entreprise familiale reste

13 - Allemagne de l'Est, République tchèque, Pologne et Hongrie. Les auteurs établissent une typologie des privatisations est-européennes selon trois critères : le mode d'évaluation des biens de production, les cibles privilégiées d'acheteurs potentiels (personnes physiques ou morales), et les ressources mobilisées par les acteurs pour acquérir des droits de propriété (ressources monétaires ou 'de position').

14 - Les autres - souvent les plus âgés, qui ont bénéficié de mesures de départ en préretraite - ont revendu leurs machines à des entrepreneurs moyen-orientaux, et converti leur atelier de broderie en bâtiment à usages divers (logement, garage, ...).

entièrement privée jusqu'en 1960. A cette date, elle devient semi-publique, puis elle est nationa-lisée en 1972 et intégrée à l'entreprise d'État Plauener Spitze. La nationalisation ne concerne ici que les machines ; M. Ernst reste propriétaire de ses biens immobiliers, dont l'atelier. En 1974, son fils en hérite et en reprend la gestion.

Début 1990, M. Ernst négocie avec la VEB Plauener Spitze le rachat pour un mark symbolique des 6 machines nationalisées en 1972 et, doté de "toutes les capacités de production", il décide de continuer son activité de brodeur à son compte, avec sa femme et quelques ouvrières. Il brode d'abord pour diverses firmes bavaroises et vogtlandaises. Mais alors que les concurrents s'équipent de machines modernes informatisées, les commandes se raréfient et M. Ernst doit fermer l'atelier fin 1997. Il souhaite cependant le conserver, vide, comme témoin de l'histoire familiale.

Une petite usine à Werda (photo 2)
L'entreprise K. est créée en 1920 par le grand-père de l'actuel patron, avec deux machines à broder et quatre métiers à tisser. Le gendre qui reprend les affaires en 1946 agrandit l'entreprise : un nouveau bâtiment est construit au centre du village sur un terrain qui appartient à la famille. En 1972, l'entreprise est nationalisée : terrain, bâtiment et locaux deviennent biens du peuple et sont intégrés à l'entreprise d'Etat Textilwerk Werda. Le fils devient le directeur de cet établissement où travaillent 85 personnes en 1989.

En 1990, ces biens passent à la Treuhand ; parallèlement, Monsieur K. crée une SARL et dépose une demande de rétrocession de ses biens, qui lui est accordée en 1991. Après trois années de sous-traitance pour des entreprises ouest-allemandes et alsaciennes, l'entreprise développe sa propre collection et la commercialise auprès de magasins de vente au détail et de maisons de vente par correspondance. En 1996 et 1997, Monsieur K. obtient des crédits pour acheter de nouvelles machines ; mais il n'envisage pas de moderniser le bâtiment, qui lui semble bien adapté à ses activités et à la taille modeste de l'entreprise (25 employés en 2000).

La "Falgard" (photo 3)
Fleuron de la production de rideaux vogtlandaise, la grande manufacture textile Falgard fut construite entre 1883 et 1885 à proximité de la gare de Falkenstein, petite ville de la vallée de la Göltzsch. Elle resta pendant un siècle le premier employeur de la ville (800 emplois en 1927). Nommé maire de la ville à l'arrivée des Américains en mai 1945, le patron Thorey fuit le Vogtland devant l'arrivée des Soviétiques en juillet (il créera en 1950 une nouvelle entreprise près d'Augsbourg en Bavière). La Falgard est provisoirement dirigée par un comité d'entreprise, puis entièrement nationalisée le 1er juillet 1946. A cette entreprise d'État VEB Falgard sont progressivement intégrées, de 1949 à 1958, une quinzaine d'entreprises de la circonscription administrative, elles-mêmes nationalisées. A la fin des années 1960, la VEB Falgard est ainsi composée de 17 bâtiments répartis dans la petite ville et dans les communes voisines ; plus de la moitié (850) de ses employés travaillent néanmoins dans la grande manufacture de Falkenstein. En 1970, la VEB Falgard fusionne avec deux autres VEB, l'une basée à Plauen, l'autre à Zwickau ; la Falgard perd ainsi son indépendance juridique et devient un site de la VEB Plauener Gardine, dont le siège était Plauen, et qui fut elle-même en 1976 intégrée au combinat Deko Plauen.

Le 1er juillet 1990, la SARL Plauener Gardine, issue de la VEB du même nom dont faisait partie la Falgard, passe dans les mains de la Treuhand. Celle-ci procède à une rénovation partielle des bâtiments et au remplacement des installations thermiques de la Falgard, puis vend en 1992 la SARL Plauener Gardine (alors composée de 4 sites) à deux investisseurs ouest-allemands. En 1993, au sein de cette Plauener Gardine privatisée, la Falgard bénéficie d'investissements importants destinés à spécialiser la manufacture dans les procédés d'ennoblissement.

En 1994, le principal investisseur fait faillite, la Plauener Gardine doit déposer bilan et malgré une aide accordée par le Land, elle est déclarée insolvable. Seul le site de Plauen est repris par une firme bavaroise, mais les trois autres, dont la Falgard, sont fermés. En 1995, après la vente des machines de la Falgard, la première vente aux enchères des bâtiments et biens fonciers échoue, faute d'acheteur. Le site devient une friche industrielle. La municipalité de Falkenstein achète finalement cette friche industrielle en 1999 ; un soutien du Land et une subvention européenne permettent de raser les bâtiments en 2000 et d'aménager les 10 ha de terrain en zone industrielle destinée à accueillir des PME – à ce jour, seuls un commerce et une petite entreprise de technique dentaire s'y sont installés.

Les manufactures (photo 3), nationalisées en 1946, ont très mal résisté au choc de la réunification : elles sont aujourd'hui pour la plupart liquidées. Leur taille et leurs besoins en recapitalisation les rendaient inaccessibles aux acteurs locaux du secteur, mais la crise générale de l'industrie textile allemande et la vétusté des bâtiments et des machines n'encourageaient guère non plus les investisseurs extérieurs à reprendre ces anciennes fabriques de briques rouges. La Treuhandanstalt réussit néanmoins à privatiser trois d'entre elles[15] en 1992 auprès d'une firme textile berlinoise. Lorsque celle-ci fit faillite en 1994, une manufacture de Plauen ferme, l'autre est reprise par une entreprise bavaroise, et la Falgard finit elle aussi par fermer, malgré les subventions injectées

15 - Deux manufactures à Plauen et une à Falkenstein, la Falgard ; elles ont alors été regroupées en une SARL, "Plauener Gardine" ("Rideau de Plauen").



Photo 1 : Un petit atelier dans le village d'Oberlauterbach.



Photo 2 : Une petite usine à Werda



Photo 3 : Les manufactures

par le *Land* de Saxe pour tenter de la maintenir[16].

Ces liquidations, qui participent du puissant et dramatique mouvement de désindustrialisation des nouveaux Länder, montrent ainsi, en creux, la "chance" relative que représentait l'existence et la persistance de petites unités de production, plus aisément privatisables : si en 1989, toute la production avait été concentrée en quelques manufactures, la broderie aurait aujourd'hui probablement disparu du Vogtland. La structure initiale du tissu industriel dispersée entre un grand nombre d'unités de production et conservée pendant la période socialiste sous le manteau de la combinatisation, sans avoir été une garantie de réussite, a constitué une clé décisive du redémarrage d'une partie de la broderie vogtlandaise. Dans les deux premiers cas de figure en effet, le fait d'être propriétaire d'un atelier ou d'en pouvoir rapidement recouvrer la propriété, a été le point de départ du nouveau pari entrepreneurial des brodeurs vogtlandais. Mais l'émiettement, impliquant un certain type de privatisation (sans investissement extérieur au départ), portait parfois aussi en germe des faiblesses : leur faible recapitalisation et leur faible accès à l'information ont fortement handicapé les plus petits entrepreneurs dans leur confrontation à l'économie de marché[17]. Aborder les évolutions du secteur à travers l'héritage très matériel que constituent les bâtiments permet ainsi de saisir les effets des morphologies du tissu industriel sur les trajectoires de recomposition de l'industrie de la broderie pendant les années 1990.

Les implications des morphologies pour les modalités des transformations, observables au niveau du textile vogtlandais, le sont aussi dans d'autres secteurs manufacturiers. On pourrait également transférer l'analyse à une autre échelle, celle de la géographie industrielle de l'ensemble des nouveaux *Länder* est-allemands (Samson, 1995 ; Labrousse, 2003). A ce niveau, les différentes tailles et générations de bâtiments, et avec elles les différences de texture du tissu industriel renvoient également à différentes strates historiques d'industrialisation, puis à différentes étapes de nationalisations socialistes (1946 et 1972). La combinatisation des décennies Honnecker était censée les avoir gommées. Mais la privatisation les a brusquement réinvesties de sens : les différences morphologiques héritées ont fortement modulé les modalités et la vitesse de transfert de propriété ; avec elles, se sont trouvées engagées les chances de survie dans le nouveau contexte.

L'immobilier industriel après l'industrie : de la "mémoire inscrite" à la "mémoire message"

Reste à examiner le devenir de l'immobilier des entreprises qui n'ont pas survécu. Le nombre des actifs du secteurs industriel dans les nouveaux Länder est tombé durant les cinq premières années de la réunification à 10 % de son niveau à la fin de la RDA. En Vogtland, environ quatre établissements de fabrication textile sur cinq ont fermé et ce taux est proche de ceux observables dans d'autres régions manufacturières. Cette désindustrialisation sans précédent a inévitablement provoqué des changements de fonction et de destin des différents bâtiments industriels.

Dès lors l'effet immobilier change de nature. Du temps de sa fonctionnalité, nous avons vu que la morphologie du bâti intervenait directement sur les trajectoires d'évolution du système productif, en passant par un jeu complexe d'interdépendances qui nouent cette morphologie matérielle (âge, taille, type de bâti) avec la morphologie fonctionnelle de l'organisation de la production (régime technique, taille des établissement, coordination entre les unités) entraînant avec elle la nature même de la production et son évolution. Effet du contenant sur le contenu. Le cadre immobilier devient une coquille vide, menacée de dégradation et en quête de nouveaux usages. Son influence passe alors moins par un registre fonctionnel que par un registre symbolique sur lequel les différents acteurs du développement économique cherchent à agir.

L'évolution de l'immobilier industriel est-allemand dans le secteur manufacturier semble reproduire de manière accélérée celle connue par les vieilles régions industrielles ouest-européennes. Avec la fermeture des entreprises les unes après les autres, s'allonge la liste des bâtiments industriels qui entrent en déshérence. Si les petits bâtiments retrouvent plus aisément des usages, sont réintégrés dans les espaces de vie et reconvertis par leurs propriétaires en habitations, garages, petits commerces etc., les plus grands sites et manufactures en revanche sont menacés d'enfrichement et les acteurs locaux s'emploient à prendre de vitesse les spirales négatives de dégradation de l'image régionale. Toute une gamme de politiques publiques régionales, nationales et européennes sont mises en place pour enrayer la dégradation. Or dans l'histoire européenne de la crise des vieilles régions manufacturières, la désindustrialisation de la Saxe ou de la Thuringe intervient avec un décalage de plusieurs décennies : les opérations de reconversion peuvent y profiter du mouvement de revalorisation du patrimoine architectural industriel intervenu entre temps. Les nouveaux secteurs d'activités tertiaires sont même friands de ces sites requalifiés et rénovés. On voit ainsi se développer deux types d'évolutions.

Sur les sites les plus ruraux ou les plus enclavés, les friches sont nombreuses. La requalification des manufactures abandonnées y est compromise par des mécanismes classiques de déclin économique. Le processus est stigmatisant et la dégradation des paysages entraîne le développement local dans une spirale néfaste.

16 - Le site historique de la Falgard est racheté par la ville en 1999, rasé et transformé en zone d'activités, sensée accueillir de nouvelles entreprises.

17 - Dans ce cas, l'émiettement n'a fait que différer les fermetures.

Face au manque de moyens publics et privés nécessaires à une réhabilitation et au manque d'alternative fonctionnelle réaliste pour ces bâtiments, nombre de collectivités se sont résolues à acquérir des friches industrielles pour les raser au sol.

Dans les régions urbaines, et notamment à proximité des centres villes, on observe en revanche des exemples, pour certains très spectaculaires, de patrimonialisation et de reconversion de vieux ensembles industriels. Les acteurs publics ont joué dans ce domaine un rôle clé.

Le plus important opérateur sur ce segment du reclassement des sites industriels est la TLG (Treuhand Liegenschaftsgesellschaft). Chargée de la gestion des biens immobiliers issus de la transformation des entreprises socialistes dans les nouveaux Länder, cette société fiduciaire à acquis un important savoir faire dans ce domaine : depuis 1995, 32 sites ont ainsi été réhabilités, pour un montant de plus d'un milliard d'Euros. Ces opérations associent sur place la TLG aux collectivités territoriales (dont les démarches de "communalisation" de biens immobiliers sans repreneurs ont alourdi la charge en matière immobilière), à l'agence régionale de réhabilitation et de classement des monuments historiques ainsi qu'à différents acteurs privés et aboutissent à la reconversion de sites d'anciens grands établissements industriels en sites multi-usages où l'on installe des pépinières d'entreprises, des administrations, des lieux de formation, etc.

Un exemple de réhabilitation : le parc d'activités "Simson" en Thuringe

La TLG compte par exemple au rang de ses succès la création du parc d'activités "Simson" à Suhl en Thuringe dans une région connue pour sa tradition industrielle dans les secteur de la machine-outil, des outils de mesure et de l'électrotechnique. Sur les 24 ha de l'ancienne entreprise Simson, la fermeture au début des années 1990 du combinat IFA laissait plus de 100 bâtiments construits au long des 150 ans d'existence de ce site industriel et tous en piteux état. Il a fait l'objet d'un important projet de réhabilitation avec rénovation des halles de production des années dix et vingt et destruction des bâtiments sans intérêt architectural ou fonctionnel, ceci avec le soutien des Monuments historiques du Land ; 120 PMI y sont maintenant implantées offrant un millier d'emplois, un peu dans le secteur productif (de petites entreprises d'électronique, de petite mécanique ou de céramique) et beaucoup dans les secteurs du commerce et des services d'envergure locale. S'y sont également installés un centre de formation continue et le musée des véhicules de la ville de Suhl (le site fut un important centre de production de deux-roues).

Le *marketing* de toutes ces opérations cherche à s'appuyer sur le passé industriel prestigieux, misant sur des logiques de prophéties autoréalisatrices et sur une image valorisée de post-modernité pour attirer des activités tertiaires et tenter d'amorcer de nouveaux cercles vertueux de développement. La mémoire est d'autant plus sollicitée voire suscitée que ce passé industriel s'efface ; la valorisation du patrimoine immobilier se situe alors sur le registre de l'image et du symbole.

François Durand-Dastès, au cours du *Géopoint* de 1990 consacré à "Histoire, temps et espace", établissait la distinction entre la "mémoire inscrite" par les actions d'aménagement et de transformation de la terre - celle de l'espace et de la sphère matérielle - et la "mémoire message" de la transmission culturelle, véhiculée par les différentes institutions humaines dans la sphère des idées et des pratiques (Durand-Dastès, 1990).

Le patrimoine immobilier des industries manufacturières de Saxe et de Thuringe a constitué durant des décennies la mémoire inscrite d'un système productif que le volontarisme socialiste n'avait pu complètement remodeler. L'essai de métamorphose économique que tentent ces anciens districts industriels à grand renfort de crédits nationaux et européens signale-t-il l'effacement de cette mémoire ou bien une nouvelle modalité de mémorisation et de transmission des dynamismes économiques ?

L'avenir le dira. Que la dynamique échoue et que ces districts manufacturiers s'enfoncent dans un marasme et un chômage que rien ne distingue des mauvais indicateurs des districts ruraux du Mecklembourg ou du Brandebourg et l'on pourra parler d'une perte de mémoire géographique : les erreurs de la politique industrielle est-allemande et de la réunification auront été fatales au dynamisme régional séculaire de ce foyer industriel européen. Si les images négatives de région en crise étaient trop fortes, il pourrait même y avoir retournement des avantages comparatifs entre les régions, au profit des régions du nord, traditionnellement moins développées mais jouissant maintenant d'un crédit de régions "vertes"[18]. Inversement, que la dynamique prenne, que les entreprises rescapées de la Wende[19] et les savoir-faire entrepreneuriaux parviennent à jouer des nouvelles politiques, de la qualité des infrastructures, et d'une image de dynamisme régional pour initier de nouvelles synergies et pour reprendre pied dans le nouveau contexte et l'on aura alors un exemple remarquable de mémoire géographique. La conversion du patrimoine immobilier industriel en patrimoine symbolique n'aura fait alors que participer de l'une de ces "ruses" par lesquelles les différences géographiques trouvent parfois les voies de leur autoreproduction.

18 - Bien des régions d'Europe ont connu ce genre d'inversion ; le cas des régions flammandes et wallones en Belgique est de ce point de vue exemplaire.

19 - Mot à mot "le tournant". L'expression désigne la chute de la RDA et la réunification allemande en 1990.

Conclusion

Cette relecture de la trajectoire d'évolution de l'industrie manufacturière est-allemande au fil du dernier demi-siècle, sous l'angle des héritages immobiliers, témoigne de l'efficacité des formes matérielles dans les processus d'évolution et en dépit des projets de *tabula rasa*. Chaque fois (aux moments de mise en place puis de consolidation du système socialiste et au moment de sa remise en cause en 1989) ce sont la pauvreté et la pénurie en capital qui commandent les logiques de conservation, voire d'autoreproduction.

Dans les années 1950, le régime doit faire feu de tout bois ; la priorité absolue est à la remise en route des capacités de production existantes. On fait donc avec les machines et les bâtiments sur place. Dans les années 1960, au moment où le système acquiert un peu plus de souplesse et de liberté de manœuvre, il met ses efforts dans la création *ex nihilo* de nouvelles unités emblématiques du régime et de ses modèles, susceptibles de rééquilibrer la géographie industrielle est-allemande mais sans toucher finalement aux espaces de vieille industrie. A partir de 1972, quand il a pris le contrôle effectif de l'ensemble de l'outil de production, il n'avait plus les moyens de les remodeler selon ses canons. En dépit des discours officiels on observe même des logiques propres au système, d'auto-entretien de l'hétérogénéité sous le couvert intégrateur des combinats.

Au moment de la rupture post-socialiste, les formes ainsi héritées ont eu une influence décisive sur les modalités de la transformation. Pour refonder de nouvelles entreprises, on disposait de savoir-faire, de machines (le plus souvent dépassées du point de vue technologique) et de bâtiments. Face à la difficulté pour les acteurs désireux de valoriser les savoir-faire, de mobiliser les investissements, les bâtiments et les machines, même vétustes, ont représenté un point de départ essentiel ; ils ont même souvent motivé de nouveaux paris entrepreneuriaux.

Avec le puissant mouvement de désindustrialisation de la dernière décennie s'amorcent d'autres mécanismes. Paradoxalement, la *tabula rasa* est peut-être d'avantage à l'œuvre qu'elle ne le fut au début de la période socialiste, et oblige les acteurs économiques et politiques à se situer dans une logique de refondation. Dans ce nouveau contexte, une partie de l'avenir se joue sur le terrain de l'image. La gestion de l'immobilier industriel, dernier témoin d'un passé qui s'efface, ne peut dès lors échapper à la question des significations et des symboles, et se retrouve pour une part dépositaire d'une image régionale en pleine reconversion. Les acteurs régionaux ne s'y trompent pas, et y consacrent des budgets importants.

Cette analyse vient ainsi rappeler la nécessité pour toute mutation, fut-elle la plus volontaire, de repartir de l'existant, même en période de rupture majeure. Surtout peut-être en période de rupture : tout se passe ici comme si la remise en cause, à deux reprises, de l'ensemble des liens et des modes de coordination entre les acteurs, avait donné aux héritages de la sphère matérielle une force singulière.

BIBLIOGRAPHIE

AURIAC F., 1983, *Système économique et espace ; Le vignoble languedocien*, Paris, Economica, 215 p.

BAUDELLE G., 1990, L'héritage spatial, agent d'inertie : L'exemple des bassins miniers, *in* Groupe Dupont, *Géopoint 90, Histoire, temps et espace*, Avignon, p. 57-62.

BERQUE A., 2000, *Ecoumène ; introduction à l'étude des milieux humains,* Paris, Belin, 271 p.

BRUS W., 1986, *Histoire économique de l'Europe de l'Est, 1945-1985*, Paris, Editions de La Découverte, 368 p.

DUPRÉ M., 1996, *La privatisation des PMI en Saxe à partir du printemps 1990*, Thèse de doctorat nouveau régime, Université de Lyon II.

DUPRÉ M., 1997, La survivance prolongée des petites et moyennes entreprises industrielles en RDA, *Entreprises et Histoire*, n° 16, "Les entreprises des deux Allemagnes", p. 91-102.

DURAND-DASTES F., 1990, La mémoire de Gaia, *in* Groupe Dupont, *Géopoint 90, Histoire, temps et espace*, Avignon, p. 147-151.

ENSSER S. 1997, *Die Bedeutung der Treuhandanstalt für die Wiederbelegung des industriellen Mittestandes in den neuen Bundesländern : Eine ordnungspolitische Betrachtung*, Berlin, Duncker und Humblot, 157 p.

HIRSCHHAUSEN C. von, 1996, *Du combinat socialiste à l'entreprise capitaliste ; une analyse des réformes industrielles en Europe de l'Est*, Paris, L'Harmattan, collections "Pays de l'Est", 252 p.

GRABHER G., 1996, *Neue Bundesländer ? Zur Rolle des historischen Erbes in der Reorganisation von Betrieben und Regionen in Brandenburg,* Berlin, WZB Working Paper FS I 96-104, 108 p.

KIM S.-B., 2003, Transformationsprozesse in den ehemaligen innerdeutschen Grenzräumen zwischen Sachsen und Bayern. Veränderungen

der textil- und Bekleidungsindustrie im Sächsischen und Bayerischen Vogtland, *The Geographical Journal of Korea* (37-1), p. 17-36.

KOHLER D., 2000, *La Stahlstadt : Les villes de l'acier en Allemagne, empreinte et matrice du tryptique Etat-sidérurgie-ville. L'exemple de Duisbourg et de Eisenhüttenstad*, Thèse de doctorat nouveau régime, Université Paris I.

KORNAI J., 1992, *The Socialist System. The Political Economy of Communism*, Oxford, Clarendon Press. 520 p.

KOTT S., 2002, L'entreprise du peuple et le socialisme en RDA : de l'histoire comme une ressource, *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 33(2), p. 25-44.

LABROUSSE A., 2002, L'économie est-allemande entre transfert institutionnel, dépendance du sentier et hybridation, *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 33(2), p. 137-168.

LABROUSSE A., 2003, *Les mutations de l'économie est-allemande depuis la réunification - Un éclairage institutionnel et évolutionnaire*, Thèse en science économique, Paris, EHESS, 642 p.

LEVY J., 2000, *Le tournant géographique*, Paris, Belin, 400 p.

PIRKER P., LEPSIUS R., WINEIT R., HERTLE H-H., 1995, *Der Plan als Befehl und Fiktion*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 381 p.

PIVETEAU J.-L., 1995, *Temps du territoire, continuités et ruptures dans la relation de l'homme à l'espace*, Genève, Editons Zoé, 264 p.

REY V., 1993, Passent les systèmes, restent les structures. L'empreinte géographique laissée par les fermes d'Etat dans feu l'Europe de l'Est, *in Géogrphies et campagnes. Mélanges Jacqueline Bonnamour*, Fontenay-aux-Roses, ENS Fontenay/ St-Cloud, hors collection des Cahiers de Fontenay, p. 351-360.

REY V., 1995, Temps piégé et espace géographique dans l'Europe de l'Entre-Deux, *in* NICOLESCU B., DODILLE N., DUHAMEL Ch., *Le temps dans les Sciences ; que fait le temps à l'affaire ?*, Paris, L'Harmattan, p. 93-100.

SAMSON I. (dir.), 1995, *Ouverture, transition et développement en Allemagne de l'Est,* Rapport - Paris : Commissariat Général au plan. 2 volumes. 600 p.

STARK D., BRUSZT L., 1998, *Postsocialist Pathways : Transforming Politics and Property in East Central Europe*, Cambridge University Press, 284 p.

Adresse des auteurs :
B. Von HIRSCHAUSEN
Chargée de recherches, CNRS,
UMR 8504 Géographie-cités,
ENS LSH Géophile,
Lyon
E.mail : bvhirsch@aol.com

H. ROTH
Doctorante,
UMR 8504 Géographie-cités,
ENS LSH Géophile,
Lyon
E.mail : hsallard@ens-lsh.fr